



Bulletin de l'Association des religieuses  
pour la promotion des femmes (ARPF)

# Rei- femmes

## DANS CE NUMÉRO

Encore si proches de l'événement majeur de l'année, la Marche mondiale des femmes, comment ne pas en faire écho dans ces pages? Ce numéro se veut cependant un retour sur l'assemblée générale de mai 2010. C'est pourquoi les Échos reprennent les présentations des régions à l'ouverture de la rencontre annuelle.

En un premier temps, l'À propos revient sur la décision majeure de modifier le nom de l'ARPF qui, au terme du processus légal, deviendra l'Association des religieuses pour les droits des femmes. Une modification enracinée dans les visées de l'Association, fidèle à ses alliances et qui entend répondre aux «signes des temps».

Afin de reprendre contact avec l'intervention dynamique et articulée d'Alexa Conradi lors de la journée de formation et d'approfondir les enjeux de la Marche mondiale des femmes 2010, le dossier propose de revenir sur la Marche inscrite dans notre histoire de femmes québécoises et orientée vers l'avenir sous le signe de «l'espoir qui naît de nos solidarités».

L'écho du rendez-vous du 17 octobre à Rimouski, à la une, et la recension de *Dix ans de solidarité planétaire: perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes* complètent le regard sur le grand rendez-vous de solidarité féministe internationale de cette année 2010.

Équipe de rédaction

## EN MOUVEMENT

### En marche...

Le dimanche 17 octobre, 2000 femmes de tous les continents, dont deux Québécoises, étaient rassemblées à Bukavu, en République démocratique du Congo, pays tristement affecté par la violence envers les femmes. Depuis 1993, environ 200 000 femmes ont subi des violences sexuelles liées à la guerre au Sud-Kivu. Le même jour, à Rimouski, face à la mer, une marée de 10 000 personnes déferlait dans une atmosphère à la fois festive et revendicatrice. Des femmes et des hommes qui arrivaient du Nunavut et de l'Abitibi-Témiscamingue, de Chapais ou de Moncton, de la Montérégie et de l'Outaouais, etc. Une cinquantaine de religieuses membres ou non de l'Association. Un fort contingent de jeunes femmes, l'espoir du mouvement. Le rassemblement manifestait, sans équivoque, la force et la détermination du mouvement féministe et portait résolument des enjeux de société majeurs: lutte contre la pauvreté, accessibilité et gratuité des services publics, recrutement militaire, par exemple.

Face aux revendications légitimes portées massivement lors des quelque 400 actions de la Marche, le gouvernement canadien a montré une indifférence totale et le gouvernement du Québec s'est surtout auto-défendu. Aucune proposition n'est venue par exemple de la ministre de la Condition féminine. Il est devenu évident que, pour avancer, les moyens d'actions devaient se durcir.

La Marche 2010 a justement expérimenté des moyens d'action plus dérangeants dont l'occupation du bureau de la Ministre dans la soirée du 14 octobre. Deux des nôtres faisaient partie du groupe de onze femmes prêtes à passer la nuit pacifiquement dans le bureau ministériel en attente de réponses aux propositions de la Marche. Au bout de sept heures environ, elles ont dû quitter les mains vides mais accueillies par une importante vigie solidaire à la sortie.

La Marche n'est pas finie. «Nous ne baisserons pas les bras», clame Alexa Conradi, présidente de la FFQ.



Photo: Archives de la FFQ

Céline Beaulieu, CND

RELI-FEMMES,  
Bulletin de l'ARPF  
N° 70 - NOVEMBRE 2010



Édité trois fois l'an  
par l'Association  
des religieuses  
pour la promotion  
des femmes.

**Le but de l'Association est de travailler, dans une perspective évangélique et selon les charismes des divers instituts, à la promotion des femmes - religieuses et/ou laïques - dans l'Église et dans la société.**

Équipe de rédaction:  
Céline Beaulieu, CND,  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Madeleine Laliberté, RJM,  
Camilla Martin, NDA,  
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières:  
Les membres  
de l'Équipe de coordination,  
Léona Deschamps, RSR,  
Jeanne Gareau, SSA,  
Pierrette Pelletier, SMNDA.

Infographie:  
Nathalie Tassé

Conception graphique:  
René St-Amand

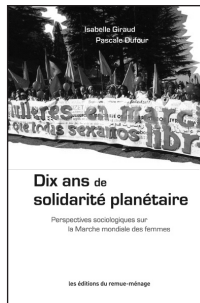
Impression:  
Imprimerie Maxime inc.

Expédition:  
Suzanne Bolduc, FSP  
et des bénévoles, secrétaire  
de l'ASMDM

Abonnement  
(taxes incluses)  
Canada: 10 \$  
Étranger: 13 \$

Reproduction permise  
sous réserve d'en  
mentionner la source.

Correspondance:  
Louise Bégin, CND  
15-B, rue des Frênes Ouest  
Québec (Québec)  
G1L 1G1  
Tél.: 418 628-0124  
louise.begin2@sympatico.ca



Isabelle GIRAUD et  
Pascale DUFOUR, *Dix  
ans de solidarité plané-  
taire: perspectives socio-  
logiques sur la Marche  
mondiale des femmes,*  
Montréal, Les Éditions  
du remue-ménage, 2010,  
245 p.

Depuis plusieurs années, Isabelle Giraud du département des Études genre à l'Université de Genève et Pascale Dufour du département de science politique de l'Université de Montréal s'intéressent à l'émergence de la Marche mondiale des femmes.

Aujourd'hui, nous bénéficions des résultats d'une longue recherche et d'une magnifique analyse colligées dans leur ouvrage *Dix ans de solidarité planétaire: perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*. Dans cette publication, elles ont sérieusement cerné les actions et les discours d'une décennie de ce réseau international dans sa dynamique, sa complexité et ses réalisations en vue d'un monde meilleur.

Des questions chapeautent les cinq chapitres, questions soulevées à partir d'un ensemble d'entretiens, de la lecture de recherches doctorales, de la compilation de témoignages et de l'accès aux archives des divers secrétariats liés aux trois marches mondiales vécues depuis l'an 2000.

**Pourquoi et pour quoi militer dans la Marche?** Selon les auteures, il apparaît clairement que les participantes au vaste mouvement de la Marche mondiale des femmes, des militantes et des citoyennes actives, visent la construction d'un projet politique féministe international. Dans ce chapitre, elles commentent les motivations fondamentales des trois mobilisations mondiales 2000, 2005 et 2010.

**Quelles sont les actions de la Marche?** Dans la réponse à cette question, les auteures décryptent les diverses actions menées par la Marche mondiale des femmes. À leur avis, au gré des expériences, les participantes à la Marche saisissent que marcher s'avère une forme d'action collective, que ce choix a des effets dans les

institutions politiques. Toujours les choix de répertoires d'action sont liés à la construction d'un autre monde.

**Comment s'organiser, quels sont les moyens de ces mobilisations?** Les auteures exposent, dans ce troisième chapitre de l'ouvrage, le développement et l'évolution des pratiques organisationnelles liées aux différentes échelles de lutte du mouvement Marche mondiale des femmes. Dans un premier temps, elles notent que les Québécoises ont partagé, avec les militantes d'ailleurs, leur stratégie d'occupation de la rue et des médias pour aller chercher des résultats politiques à leurs revendications.

**Quelle identité collective?** En scrutant le résultat des pratiques militantes selon les cultures, les coutumes ou les lois civiles et religieuses des milieux, les chercheuses perçoivent le profil de l'identité collective mouvante du réseau de la Marche mondiale des femmes. Au fil des ans, l'identité devient de plus en plus féministe, hors les sentiers battus. Les femmes participantes se reconnaissent non seulement comme des actrices de leur vie collective mais surtout comme des auteures selon l'évolution des discours et des thématiques proposés.

**À qui parle-t-on? Contre qui se bat-on?** L'ONU, cible privilégiée de revendications mondiales, devient au fil des temps une institution sur laquelle il convient de faire pression au même titre que les gouvernements nationaux.

Les mouvements sociaux mixtes actifs au sein de la mouvance altermondialiste et les divers forums sociaux apparaissent les meilleurs lieux d'investissement favorables à la prise en compte de l'approche féministe.

En conclusion, les auteures croient que l'ancrage local, le positionnement dans son environnement ainsi que le choix du chemin qui rend plus fortes sont des pratiques militantes permettant d'assurer la pérennité de la Marche. La lecture de l'ouvrage d'Isabelle Giraud et de Pascale Dufour: une mémoire de mobilisations incontournable pour toutes les sœurs de l'Association des religieuses pour les droits des femmes!

Léona Deschamps, RSR

# Cohérence et « signes des temps » ?

Marie-Paule Lebel, SA

La modification du nom de l'Association pour « Association des religieuses pour les droits des femmes », décidée lors de l'Assemblée générale du 16 mai 2010, – et dont le processus légal est en cours – mérite d'être située dans un contexte et une histoire.

## Une histoire: d'où vient l'Association et pour quelle visée ?

En 1975, à l'occasion de l'Année internationale de la femme, l'Union internationale des supérieures générales a pris au sérieux la situation problématique des femmes dans la société et dans l'Église et demandait aux congrégations religieuses de s'investir dans cette mission. Au Canada, un *Groupe de travail pour la condition des femmes* (1979-1986) fut créé. Il avait un rayonnement auprès des congrégations féminines « canadiennes françaises » au moyen d'un réseau de répondantes. En 1985, à Rome, le Groupe de travail de l'UISG abandonne ses activités. Du coup, les supérieures générales francophones du Canada retirent leur soutien financier au Groupe de travail canadien. Cependant, les répondantes ne peuvent se résoudre à mettre un terme au mouvement déjà bien enraciné pour la cause des femmes. À l'assemblée générale de 1986, elles décident de transformer le groupe de travail en *Association des religieuses pour la condition des femmes*. Ce nom ne faisait pas l'unanimité si bien qu'après des discussions passionnées, le terme promotion l'a emporté étant considéré comme plus dynamique, plus engageant. Le but de l'ARPF devenait: « Travailler dans une perspective évangélique et selon les charismes de nos instituts à la promotion des femmes – religieuses et/ou laïques, –

dans l'Église et la société » (Statuts 1987). Après 25 ans, quels sont donc les motifs pour souhaiter remplacer promotion par droits ?

## Un contexte

À l'époque de la fondation de l'ARPF, cela faisait sens de nommer ainsi l'Association. Celle-ci visait à rendre les membres de nos communautés plus sensibles aux réalités vécues par les femmes, intra et extra muros, et plus conscientes des problématiques les concernant. Donc, faire la « promotion des femmes » dans les congrégations était mobilisateur. Mais depuis, notre implication sur le terrain avec d'autres groupes de femmes et notre regard critique sur la mouvance sociale, économique, politique et religieuse nous amènent à nous positionner d'une autre manière. La « charité » a désormais pour nom « justice » et la dignité de la personne passe par la reconnaissance effective de ses droits.

En effet, la question des droits est devenue le point d'ancrage pour assurer à tout être humain la satisfaction de ses besoins fondamentaux : droit à la paix, à la sécurité, au travail, à un revenu décent, au logement, à la santé, à l'éducation, à l'exercice de sa citoyenneté, etc.

## La Déclaration de 1948, une bonne nouvelle !

*La Charte de la Déclaration universelle des droits de l'homme* votée le 10 décembre 1948 faisait venir clairement à la conscience de toute l'humanité ce qui avait douloureusement manqué dans la 1ère moitié du XX<sup>e</sup> siècle: les droits de la personne et des peuples. Mais il ne suffit pas de reconnaître ces droits; il importe qu'ils soient mis en œuvre et nous

sommes ici concernées en tant que femmes, citoyennes et religieuses.

Notre analyse féministe nous met devant l'évidence que les droits des femmes et des enfants sont actuellement les plus lésés autant dans la société que dans l'Église. Pensons aux guerres, à la violence, à la pauvreté, aux préjugés, à la discrimination selon l'origine, le genre ou la religion, au refus de reconnaître une égalité effective dans les sphères ecclésiastiques, etc. Malheureusement, « l'ordre qui fait la loi, tant dans le domaine civil que dans celui du sacré, est masculin et les hommes veillent soigneusement à préserver leur hégémonie » (Monique Dumais, *Les droits des femmes*, p. 22). Et pourtant, dans notre tradition chrétienne, les prophètes depuis Isaïe en passant par Amos, Osée, Michée jusqu'au grand prophète Jésus, réclamaient les droits pour l'opprimé, la veuve et l'orphelin. « On t'a fait connaître ce qui est bien, ce que le Seigneur exige de toi: Rien d'autre que le respect du droit... » (Michée 6, 8).

## Et nous, membres de l'ARPF ?

À la lumière de ce qui précède, n'est-il pas devenu clair que ce dont nous faisons la promotion, ce sont les droits des femmes en passant par les valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité? Ce rêve, porté par une multitude de femmes d'ici et d'ailleurs, de bâtir un monde qui « considère la personne humaine comme une des richesses les plus précieuses; un monde où règnent la liberté, la solidarité, la justice et la paix; ce monde nous avons la force de le créer (selon le Préambule de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité). À ce titre, la décision de l'Assemblée générale ne signifie-t-elle pas que nous sommes attentives aux « signes des temps » ?

# La Marche mondiale des femmes, l'espoir qui naît à partir de nos solidarités



Alexa Condari, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

Nous vivons à une époque politique peu généreuse. L'humeur de la population en est affectée, plus cynique et plus lasse à force de constater la crispation des forces capitalistes, militaires et patriarcales dans nos sociétés, malgré les brèves remises en question au moment de la crise financière. C'est dans ce contexte difficile que se déroule la troisième année d'action internationale de la Marche mondiale des femmes. Lorsque les forces en présence apparaissent si puissantes, c'est tout un défi que de mobiliser avec espoir.

Mais de l'espoir, il y en a. Espoir en nos capacités, en nos solidarités. Parce que fortes du fait d'être ensemble, rassemblées et mobilisées autour d'une vision féministe alternative à la mesquinerie mondiale proposée par une certaine élite politique et économique. Il est plus important que jamais de puiser des forces dans la beauté de notre histoire, car ce qui nous est le plus cher est menacé.

## Notre histoire, celle de la Marche mondiale des femmes

Depuis la marche «Du pain et des roses», pour plusieurs femmes marcher est synonyme d'espoir, de solidarité et de victoire sur la peur, sur le défaitisme.

En 1995, nous étions 850 à marcher pour contrer le phénomène de la féminisation de la pauvreté. Nous avons découvert en marchant que nous étions fortes, articulées devant les forces du néolibéralisme et capables de mobiliser la population autour d'enjeux féministes. Nous étions fières d'être féministes et d'offrir au Québec une vision de changement social. Qui plus est, le gouvernement a répondu favorablement à plusieurs de nos revendications. Cette marche reste pour beaucoup un grand moment dans notre histoire et celle du Québec.

Cette marche est aussi marquée par l'ère de la mondialisation capitaliste. Pendant notre marche, nous nous sommes rendu compte que les changements voulus ne pouvaient se réaliser si les États continuaient à se retirer de la solidarité sociale tout en soutenant les intérêts des entreprises transnationales. Il fallait nous organiser partout dans le monde pour pouvoir opposer une solidarité féministe internationale à la mondialisation capitaliste et patriarcale.

Alors est née la Marche mondiale des femmes, un réseau de solidarité féministe mondiale ancré dans l'action collective des femmes à la base. Au Québec, en 2000, cela s'est traduit par une mobilisation sans précédent... et des réponses très dures de la part du gouvernement refusant d'aller de

l'avant avec la plupart nos revendications. Plusieurs d'entre nous ont considéré cette attitude comme une défaite qui a failli nous démobiliser et faire taire l'espoir en notre capacité à changer les choses.

Nous nous sommes demandé: «Qu'est-ce que ça donne de marcher?» Avec le recul, je suis convaincue que la Marche mondiale des femmes en 2000 a contribué à faire avancer nos droits. Nous avons fait certains gains: allocations familiales, salaire minimum, réforme des normes du travail, reconnaissance des droits parentaux, etc.

## Une marche avec des stratégies renouvelées

La conjoncture en 2010 est encore plus dure que celle de 2000. Les gouvernements s'enfoncent de façon spectaculaire dans l'idéologie capitaliste: privatisations, réductions budgétaires, tarification, responsabilisation des femmes dans le désengagement de l'État. Ils se retirent de plus en plus du soutien de la défense de droits, lieux de critique essentiels à la bonne marche d'une démocratie et ils criminalisent la dissidence (G20 à Toronto). Le conservatisme social et religieux influence dorénavant la politique canadienne.

Dans un tel contexte, comment influencer la politique? La Marche de 2010 a entrepris plusieurs stratégies:

- aller là où sont les gens, faire des actions dans les localités;
- rencontrer les députés/députées et les ministres là où un travail de lobby peut être utile;
- opter pour des actions variées (des marches, des soirées publiques, des gestes

- d'éclat) dans l'intention de rejoindre le plus grand public possible;
- avoir éventuellement recours à de la désobéissance civile pour signifier notre désaccord avec les politiques de droite.

Devant la faillite de la démocratie, nous croyons légitime de chercher non seulement à influencer le gouvernement, mais de trouver aussi les moyens pour le contraindre à agir.

### Le travail et l'autonomie économique des femmes

La lutte à la pauvreté prime lorsqu'on parle du travail des femmes. Le gouvernement du Québec ne cherche plus à réduire les écarts entre riches et pauvres. Pensons aux baisses d'impôts pour les mieux nantis, à la réglementation du marché du travail selon l'intérêt des grandes entreprises, au peu de préoccupation face à l'accès au travail des personnes immigrantes, à l'abolition de la Commission sur l'équité salariale, aux multiples attaques envers le syndicalisme, à l'absence d'un véritable plan de lutte à la pauvreté et au très maigre investissement en logement social.

Avec la Marche, nous avons voulu nous attaquer aux conditions des femmes au bas de l'échelle. D'où l'abolition des catégories à l'aide sociale justifiant des chèques minimalistes pour les personnes jugées « aptes au travail » et l'augmentation du salaire minimum à 10,69 \$ de l'heure. Si nous faisons fléchir le gouvernement sur ces deux enjeux, les conditions de vie de milliers de personnes seraient améliorées.

### La défense du bien commun

En 1970, le rapport de la Commission royale sur le statut de la femme concluait que les femmes n'atteindraient jamais l'égalité tant que l'État, avec ses moyens, ne partagerait pas les responsabilités sociales traditionnelles entre les femmes et les hommes. Mais les compressions budgétaires, ainsi que le recours à la

tarification et à la privatisation des services publics appauvrissent les femmes et les relèguent au statut de « proches aidantes ». L'accès universel à des services publics gratuits a été parmi les mesures les plus importantes pour établir le droit des femmes à l'égalité. En s'attaquant de la sorte à la santé et à l'éducation, le gouvernement tourne le dos à ses engagements en matière d'égalité.

### Non au contrôle du corps des femmes

Le mouvement féministe lutte pour notre droit à l'autodétermination en matière d'identité, de sexualité, de santé. Actuellement, les droites religieuses et économiques prennent de l'expansion et menacent nos libertés.

Les conservateurs aimeraient revenir sur l'accès à l'interruption d'une grossesse non désirée. Cinq projets de loi d'initiative privée, dont le but indirect est de revenir sur ce droit, ont vu le jour depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, avec l'appui du caucus « pro-vie » de la Chambre des communes et des groupes religieux comme certaines autorités de l'Église catholique.

Par ailleurs, on assiste à la recrudescence des publicités sexistes et de la sexualisation de l'espace public et culturel. C'est à la croisée des intérêts économiques et du patriarcat que ces pubs se déploient. Les femmes, exhibées et offertes comme un divertissement, sont déshumanisées; une condition propice à la domination masculine.

Pour bâtir des rapports sociaux basés sur l'égalité, nous voulons réintroduire des cours spécifiques d'éducation sexuelle à l'école. Plus les jeunes ont accès à des discours alternatifs et sont rendus critiques face aux modèles qui leur sont proposés, plus elles et ils seront en mesure d'agir de façon autonome, égalitaire et respectueuse. On pense ainsi que ces cours agiraient sur les déterminants de la violence envers les femmes.

### La militarisation et la guerre

La normalisation de la culture de la militarisation renforce les rôles masculins stéréotypés, les rapports de pouvoir et de domination entre les hommes et les femmes ainsi que le recours à la guerre pour régler les conflits. Une paix durable n'est possible qu'avec une transformation profonde des relations entre les femmes et les hommes.

La guerre augmente le niveau de haine et de violence sexistes, racistes et lesbophobes dans une société. Les groupes armés utilisent en effet la violence sexuelle comme arme de guerre pour terroriser les populations civiles. Trop souvent, les États permettent aux hommes armés et aux entreprises transnationales de jouir d'une grande impunité. Nous pensons que l'armée et le gouvernement canadien doivent être redevables devant cette violence.

### Les droits des femmes autochtones

Au Québec et au Canada, les peuples autochtones vivent encore sous la tutelle de la *Loi sur les indiens*. Une loi coloniale, raciste et sexiste. Toujours, les gouvernements refusent de négocier de bonne foi pour que les peuples autochtones puissent définir librement leur destin et aient accès aux ressources pour ce faire. Les femmes autochtones se débattent avec un niveau élevé de violence systémique largement dû au colonialisme. La réconciliation est pourtant à portée de main. Pour lancer une nouvelle ère, le gouvernement doit annoncer son adhésion, sans conditions, à la Déclaration de l'ONU des droits des peuples autochtones.

Résister aux diktats du capitalisme patriarcal mondialisé demeure la lutte de la Marche mondiale des femmes. On lutte pour obtenir des gains, tout en construisant les fondations d'alternatives à la mesquinerie et au cynisme. Nous sommes résolument tournées vers la vie; il s'agit d'un engagement envers l'avenir.

Voici des échos des présentations faites par les régions lors de l'Assemblée générale de l'ARPF au Cap-de-la-Madeleine, les 14-15-16 mai 2010.

## ABITIBI

À l'occasion d'une célébration communautaire contre la traite des femmes, les sœurs ont prié en union avec leurs compagnes américaines, pour que les responsables des Gouvernements prennent des moyens en vue de la diminution de la traite des êtres humains. À l'occasion d'une rencontre régionale le jour de la vie consacrée, il y a eu la présentation du film «NOIRE SŒUR» réalisé par M<sup>me</sup> Marie-Claude Paradis-Défossés, journaliste. Y était bien illustré le rôle que les communautés religieuses ont joué dans le développement de la région et surtout de la ville d'Amos. Lors du 8 mars, une centaine de femmes sont au rendez-vous pour le buffet initié par la Table de concertation contre la violence faite aux femmes de l'Abitibi en préparation au lancement de la MMF d'octobre 2010.

*Source: Réjeanne Villette, SASV*

## EDMUNDSTON

Une lettre adressée aux congrégations leur demandait d'identifier des femmes dignes de mention dans leur milieu et ailleurs dans le monde.

Dans toutes les régions, une lettre a été signée et adressée au Premier Ministre du Canada pour contrer le trafic des personnes lors des Jeux de Vancouver. Les groupes de femmes connus dans nos régions ont été rejoints, à cette occasion des Jeux Olympiques. Pour les sensibiliser davantage, au trafic des êtres humains chez nous, un dépliant réalisé à partir du document « Nous sommes un village



Lors de l'assemblée générale de mai 2010

global» leur a été expédié. A Moncton, une soirée fut organisée en faveur des femmes. L'animatrice, Madame Odette Mainville, nous a fait réfléchir, à partir de l'Évangile, à la liberté que Jésus est venu apporter aux femmes de tous les temps. La célébration de la Journée internationale des femmes a été vécue en participant aux activités dans les différentes régions.

*Source: Jacqueline Poirier, FMA*

## ESTRIE

Pour le lancement de l'année, au cours d'un déjeuner sororal, les membres ont reçu le plan d'action de l'année et la trousse Nous sommes un village global – La traite des personnes. La participation à des gestes de solidarité fut grande : des lettres de pression auprès du Gouvernement fédéral concernant l'exploitation minière par

des compagnies canadiennes dans les pays du Sud; lettre et pétition pour appuyer la demande du Front commun des personnes assistées sociales pour mettre fin aux catégories «APTES» et «INAPTES»; lettres envoyées au Premier Ministre Harper concernant la traite des personnes lors des Jeux olympiques 2010; appui à la campagne de Développement et paix contre la faim dans le monde.

La journée internationale des femmes a été célébrée dans nos milieux avec les organismes.

*Source: Béatrice Anctil, CND*

## MAURICIE

Le 31 octobre, les membres de la région rencontrent M<sup>me</sup> Nicole O'Bomsawin, une autochtone passionnée de son histoire. La visite du musée, la vidéo, ainsi

que le repas pris en sa compagnie permettent de mieux comprendre la culture amérindienne. Une deuxième réunion, le 25 novembre, éveille davantage aux Inuits et aux autochtones grâce à l'exposé argumenté d'une membre.

Début mars, il y a un pic d'activités autour de la Journée internationale des femmes; le réseau et nos communautés s'y montrent sensibles et bougent. Quelques membres du réseau et des communautés se rendent à Espace Shawinigan où un touchant hommage posthume est rendu à Magalie Marcelin, féministe haïtienne très connue au Québec et fondatrice d'un centre de femmes. La 4<sup>e</sup> rencontre du 5 mai porte sur les femmes en Église. Une laïque, longtemps engagée pour la promotion des femmes au diocèse, vient exposer son point de vue et ses appels profonds.

*Source: Rita Lafrenière, OSU*

## MONTRÉAL

Un souvenir ému reste de la belle journée de formation du 20 février où la région recevait un dossier complet de la MMF, et accueillait France Robertson, de Femmes autochtones du Québec. Celle-ci a raconté les événements qui ont conduit à la perte des valeurs de son peuple et changé sa vie.

Des membres de la région ont participé aux grands rassemblements, en alliance, à travers la ville de Montréal: en décembre, contre la violence; en mars pour le lancement de la MMF.

En intercongrégations d'ainées, des vigiles ont été faites contre la traite humaine lors des jeux de Vancouver.

*Source: Pierrette Pelletier, SMNDA*

## QUÉBEC

Septembre réunit les membres de la région pour le lancement de l'année: plan d'action, rencontres et préparation de la journée de formation. La tradition d'une rencontre festive s'est poursuivie en janvier 2010; un long moment de prière y a été consacré pour nos frères et sœurs d'Haïti.

La solidarité avec les femmes immigrantes était au cœur de la rencontre, en février, avec trois femmes musulmanes, originaires du Maroc et de la Tunisie, qui a permis de découvrir leur culture et leur religion.

La journée internationale des femmes a été l'occasion de participer à plusieurs activités: une causerie de Laurette Lepage sur une expérience dans une favela du Brésil, une marche dans la basse ville de Québec, une table ronde, etc.

La MMF suscite un grand intérêt et Émilie Castro a été invitée pour en parler à la réunion, du 31 mai.

*Source: Louise Turmel, RJM*

## RIMOUSKI

En octobre, les sœurs de la région ont exploré le thème «Ecoféminisme/ relation à soi». Ce fut une belle expérience de prise de conscience de sa fierté d'être femme à la suite de la reconnaissance des acquis effectués pour répondre à ses besoins d'une part, et, d'autre part, à sa quête de liberté vécue à travers des démarches de libération. En février, une réflexion a suivi selon le thème «Ecoféminisme/relation aux autres». Il est apparu clairement durant l'échange que

les implications féministes québécoises trouvaient bellement leur accréditation dans les lendemains mondiaux de la Marche du Pain et des Roses. L'activité suivante, en avril, portait sur «Écoféminisme/relation au cosmos»; une occasion d'identifier les implications des femmes dans plusieurs secteurs liés aux ressources naturelles, à la souveraineté alimentaire, au développement durable, à l'utilisation équitable des biens essentiels et à la guérison de la planète.

*Source: Léona Deschamps, RSR*

## SAGUENAY—LAC-ST-JEAN

Pour mieux comprendre la religion musulmane et les féministes musulmanes, le 23 novembre, le comité régional a organisé une rencontre avec M<sup>me</sup> Yasmina Chouakri. Une cinquantaine de personnes étaient présentes. Des membres du comité ont choisi de sensibiliser leurs compagnes au trafic des femmes par le biais de la prière-célébration d'Unanima International empruntant les repères autochtones Nord-Sud-Est-Ouest. Plusieurs membres ont participé aux déjeuners des femmes en Église, sur le droit de mourir dignement, organisés par la répondante de la condition des femmes et au partenariat en Église. Question chaude actuellement. Trois autres séances ont permis à 250 personnes de s'informer, réfléchir et mieux saisir la complexité de la question débattue. Nous avons donné collectivement des appuis concernant la commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie de Polytechnique, le maintien du registre des armes à feu (Projet de la loi C-391), la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes.

*Source: Françoise Gagnon, NDBC*

## UN ÉLAN ET UN SOUFFLE

En 2005, propulsée par la seconde action de la Marche mondiale des femmes, l'Association franchit des pas importants dans sa croissance, son affirmation, son rayonnement.

Les liens tissés avec la Fédération des femmes du Québec, la coordination de la Marche mondiale des femmes et d'autres réseaux décuplent les énergies. Les communications internes et externes reçoivent une attention spéciale. L'équipe de coordination nationale organise une première rencontre avec les équipes des huit régions, une initiative aux lendemains prometteurs. Un sondage sur le bulletin *Reli-femmes* témoigne de la satisfaction des membres qui en apprécient la présentation, les rubriques, le contenu. La conjoncture présente de nombreuses occasions d'impliquations et de collaborations: des lettres sont adressées, des mémoires, présentés.

Élaboré à l'assemblée générale des 6, 7 et 8 mai, tenue à Loretteville, le plan d'action 2005-2008 s'inscrit dans le prolongement des valeurs promues par la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. L'après-midi du 7 mai, le groupe se déplace vers Québec pour se glisser dans la chaîne humaine qui dépose ladite Charte aux portes de l'Assemblée nationale.

En soirée, la célébration, conçue et animée par Léona Deschamps, RSR, projette un éclairage évangélique sur les valeurs humaines de solidarité, de justice, d'égalité, de paix, de liberté. Incarnées par des membres, Marie, la femme adultère, la Samaritaine, la pécheresse pardonnée, les femmes au tombeau sortent des pages de la Bible revendiquant ou célébrant ces grands thèmes de la Charte.

Jeanne Gareau, SSA



Danielle Villemure

## UNE AMIE DE L'ARPF N'EST PLUS

C'est au bout d'une lutte de trois ans et demi contre deux cancers que son être physique l'abandonna malgré elle, à l'âge de 59 ans. Danielle Villemure laisse l'image d'une recherchiste passionnée par les sujets débattus à l'ARPF depuis plus de quinze ans: écoféminisme, société pluraliste, égalité des sexes, Église catholique, oui, mais romaine? etc. Sans être une religieuse, elle appréciait toutes ces femmes consacrées à la cause des femmes à l'ARPF.

## PRIX IDOLA ST-JEAN

En cette année 2010, la FFQ a remis ce prix à deux féministes d'exception: Léonie Couture, de la Rue des femmes à Montréal qui lutte sans relâche, depuis de nombreuses années pour changer le regard sur l'itinérance et à France Cormier, bâtisseuse de ponts au sein de la communauté mauricienne, qui contribue à rendre notre monde meilleur et plus habitable.

## PRIX « RECONNAISSANCE-FRANCOPHONIE »

Le 17 mars dernier, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, a remis le prix Reconnaissance – Francophonie 2010 à M<sup>me</sup> Denise Bombardier pour sa contribution exceptionnelle à la langue française et à la culture québécoise sur la scène internationale.

## PRIX DU COURAGE AU FÉMININ

Le 6 octobre, madame Michelle Bachelet, première femme à avoir été présidente du Chili et maintenant responsable de la nouvelle entité ONU femmes, a été honorée du Prix international Courage au féminin de Reporters sans frontières et Radio-Canada 2010, prix qu'elle a accueilli « au nom de toutes les femmes de mon pays et de l'Amérique latine qui se battent pour une vie meilleure et contre les injustices ».

KIM THUY ET SON ROMAN, *RU*

Kim Thuy a été couronnée grande lauréate du prix RTL-Lire du Salon du livre de Paris. Cette auteure montréalaise de 42 ans arrivée au Québec à 10 ans, raconte pour son fils son histoire et celle du peuple vietnamien fuyant la guerre, les *Boat-People*, et leur accueil ici. *Ru* (berceuse ou petit ruisseau) édité au Québec à *Libre expression*, fait déjà œuvre de rapprochement entre peuples.

Pierrette Pelletier, SMNDA